



Centre de recherche sur le  
développement territorial  
UQAC • UQAR • UQAT • UQO • INRS-UCS • ENAP

CENTRE DE RECHERCHE SUR  
LA DÉCENTRALISATION  
TERRITORIALE (CRDT)

EA 3312  
GIS GRALE-CNRS



UNIVERSITÉ  
DE REIMS  
CHAMPAGNE-ARDENNE

## APPEL À TEXTES

### « LES INSTRUMENTS DE L'ACTION PUBLIQUE ET LE PILOTAGE DES TERRITOIRES : REGARDS THEORIQUES ET EMPIRIQUES »

#### COORDONNEES DES CORESPONSABLES

---

**Serge BELLEY, professeur**

École nationale d'administration publique  
(ENAP, Québec, Canada)  
Courriel: serge.belley@enap.ca  
Téléphone: 418 641-3000, poste 6677

**Diane SAINT-PIERRE, professeure**

Institut national de la recherche scientifique (INRS  
UCS, Québec, Canada)  
*Chaire Fernand-Dumont sur la culture*  
Courriel: diane.saint-pierre@ucs.inrs.ca  
Téléphone: 418 687-6413

#### EN COLLABORATION AVEC

---

**Fabrice THURIOT, ingénieur d'études,  
docteur en droit public HDR**

Centre de recherche sur la décentralisation  
territoriale (CRDT) / Université de Reims  
Champagne-Ardenne (URCA, France)  
Courriel: fabrice.thuriot@univ-reims.fr

**Hela ZAHAR, doctorante**

Institut national de la recherche scientifique  
(INRS UCS, Québec, Canada)  
*Chaire Fernand-Dumont sur la culture*  
Courriel : Hela.Zahar@ucs.inrs.ca

---

### 1. LES OBJECTIFS ET FONDEMENTS DU PROJET

Au cours des trente dernières années, les gouvernements, ici et ailleurs, ont mis en place de «nouveaux» instruments ou modifié ceux existants afin, à la fois, de dynamiser et de mieux encadrer la gouvernance et le développement des territoires infranationaux. De façon générale, ces instruments par lesquels s'opérationnalise le pilotage de ces territoires sont de quatre types : légal/réglementaire, fiscal/financier, consultatif/informationnel et structurel/organisationnel (Hood, 1983, 1990). S'il existe bien d'autres typologies (voir notamment Salamon, 2002; Howlett & Ramesh, 2003; Lascoumes & Simard, 2011), il importe de mentionner que l'action publique s'appuie le plus souvent sur une combinaison d'instruments, dont les justifications, les contenus et les effets ne sont pas neutres, ni fixés une fois pour toutes. Ils sont bien en cela des révélateurs et des marqueurs des tensions et des transformations qui structurent l'action publique (centrale, déconcentrée et décentralisée) sur le territoire.

Le présent appel à contributions se veut une invitation à examiner, à comparer, voire à critiquer les instruments de l'action publique (IAP) qui ont permis – et permettent toujours - de matérialiser et d'opérationnaliser le développement territorial, et ce, à différentes échelles (infranationale, nationale, transnationale).

Cet appel à textes se veut de la sorte une invitation à explorer la diversité, les choix et les effets d'usage des instruments de l'action publique en matière d'aménagement et de développement des territoires. Il propose une réflexion à la fois théorique, empirique et pratique sur les instruments de l'action publique considérés comme des outils négligés mais précieux pour analyser le pilotage des territoires. Ces outils sont précieux pour les acteurs publics, parce qu'ils permettent de poursuivre un certain volontarisme public dans des contextes de plus en plus contraignants (essor du marché, de la globalisation, des résistances sociales, etc.) ou incertains pour l'action publique (controverses sociotechniques, politiques d'austérité budgétaire, participation obligatoire, etc.). Ces outils sont aussi précieux pour la recherche, parce qu'ils permettent par leur matérialité, parfois subtile, de saisir la présence effective, ancienne ou renouvelée, des pouvoirs publics, mais aussi de nombreux acteurs tiers (nationaux et locaux publics, privés et communautaires) dans des secteurs de politiques diversifiés où ces acteurs agissent comme concepteurs, metteurs en œuvre ou encore bénéficiaires, directs ou indirects, de ces instruments. Objets et enjeux du pilotage des territoires, les instruments sont ici l'entrée par laquelle est analysée et comparée l'action publique, qu'il s'agisse de résoudre des problèmes publics ou d'initier et conduire des projets ou des initiatives de développement territorial.

Cet appel veut alimenter un chantier d'une grande pertinence sociale. Les **chercheurs et experts établis et en émergence intéressés**, issus de diverses disciplines (géographie, histoire, sociologie, science économique, science politique, droit, management public, etc.) et œuvrant sur différents objets (culture, économie, société, environnement, aménagement, développement durable, etc.), sont donc invités à soumettre un résumé de leur proposition au plus tard le **30 janvier 2015**.

## **2. LES CONTRIBUTIONS PEUVENT PRENDRE LA FORME :**

- D'études théoriques et réflexives.
- D'études empiriques, sous forme d'analyse de cas ou d'analyses comparatives diachroniques, synchroniques, etc. sur l'une ou l'autre des trois thématiques suivantes :

### **1. Les instruments de l'action publique et le territoire : les approches théoriques ;**

- ✓ Appréciations et bilans critiques de la littérature scientifique (géographie, histoire, sociologie, science économique, science politique, droit, etc.) sur les instruments de l'action publique.

### **2. Les instruments (anciens et nouveaux) de l'action publique et le territoire : les changements entraînés par la complexité de l'action publique, la mondialisation et les recompositions territoriales ;**

- ✓ Production et transformation des instruments de pilotage des territoires entraînés par les enjeux du développement, l'interdépendance accrue des acteurs, la mondialisation et les réformes territoriales.

### **3. Les instruments (anciens et nouveaux) de l'action publique et les processus d'innovation territoriale et d'apprentissage collectif ;**

- ✓ Rôles et effets des idées, des discours des acteurs et des nouvelles normes d'action publique sur les dispositifs, les processus, les politiques et les projets de développement territorial.

**Outre ces questions générales, plusieurs questions plus spécifiques sur les instruments pourront aussi susciter des réflexions chez les auteurs :**

- Quels sont les finalités et les objectifs de ces instruments?
- Quels problèmes cherchent-ils à résoudre?
- Quels acteurs et quels intérêts dans les étapes de conception, de mise en œuvre et d'évaluation sont concernés par ces instruments?
- Quels enjeux (idéologiques, sociopolitiques, spatio-temporels, économiques et culturels) ces instruments de l'action publique soulèvent-ils?
- Comment ces instruments redéfinissent-ils les rapports entre l'État et les acteurs locaux?
- Dans quelle mesure modifient-ils les représentations et les discours des acteurs du développement territorial?
- Qu'en est-il de l'expérience québécoise à ce chapitre par rapport à d'autres expériences nationales et locales?

**3. LES NORMES DE PRESENTATION DES RESUMES :**

Les propositions devront être envoyées au plus tard le **30 janvier 2015** et seront présentées sous la forme suivante :

- **Titre, nom, prénom, coordonnées** des auteur(e)s et appartenance institutionnelle.
- **Proposition** de 1000 mots maximum, (police « Times New Roman », 12 point, interligne simple), accompagnée de 5 mots-clés et d'un maximum de 5 références bibliographiques significatives.
- Identification de la **thématique** concernée par la proposition
- **Le fichier** sera nommé ainsi : « NOMPropTEXTE »
- **Adresse de l'envoi** de la proposition: Appel\_IAP-Territoire@ucs.inrs.ca - L'objet du courriel devra préciser : « Proposition\_IAP\_Territoire\_2015 »

Les propositions feront l'objet d'une évaluation par les membres du comité scientifique, dont la décision sera rendue le **21 février 2015** par courriel.

Les auteurs dont la proposition sera retenue pour publication dans l'ouvrage collectif devront transmettre la version complète de leur article (environ 25 pages) au plus tard le **15 septembre 2015**, selon les normes de présentation qui leur seront transmises par courriel.

**4. LE CALENDRIER :**

Date limite d'envoi des propositions (résumés)	30 janvier 2015
Décision du comité scientifique et réponse aux auteur(e)s	21 février 2015
Réception des textes finaux	15 septembre 2015
Commentaires aux auteur(e)s	30 octobre 2015
Version finale des textes	24 décembre 2015
Publication de l'ouvrage collectif	Printemps 2016

## **5. LE COMITE SCIENTIFIQUE :**

- Serge BELLEY**, professeur, École nationale d'administration publique (ÉNAP, Québec, CA), Administration municipale et régionale, Analyse de politiques publiques
- Guy CHIASSON**, professeur, directeur du CRDT-Québec, Université du Québec en Outaouais (UQO, Québec, CA), Développement régional, Sciences politiques
- Olivier DUPÉRON**, maître de conférences, HDR, Doyen de la Faculté de Droit et de Science Politique, Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA, France), Droit public, Politiques publiques
- Yann FOURNIS**, professeur, Université du Québec à Rimouski (UQAR, Québec, CA), Science politique, Développement régional
- Monica GATTINGER**, professeure, Université d'Ottawa (Ontario, CA), Politiques publiques, Administration publique
- Mario GAUTHIER**, professeur, Université du Québec en Outaouais (UQO, Québec, CA), Urbanisme, Aménagement du territoire, Études urbaines
- Fernand HARVEY**, professeur, Institut national de la recherche scientifique (INRS UCS, Québec, CA), Histoire, Sociologie de la culture
- Jean-Claude NEMERY**, professeur, directeur du CRDT-France, président du conseil scientifique du GIS GRALE CNRS, Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA, France), Droit public, Politiques publiques
- Marc-Urbain PROULX**, professeur, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC, Québec, CA), Théories et modèles de développement, Économie régionale
- Diane SAINT-PIERRE**, professeure, Institut national de la recherche scientifique (INRS UCA, Québec, CA), Politiques publiques comparées, Administration publique
- Fabrice THURIOT**, ingénieur d'études au CRDT (EA 3312 - GIS GRALE CNRS), docteur en droit public, HDR, Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA, France), Droit public, Politiques publiques
- Et
- Hela ZAHAR**, étudiante au doctorat en Études Urbaines, Institut national de la recherche scientifique (INRS UCS, Québec, CA), responsable de la coordination ([hela.zahar@ucs.inrs.ca](mailto:hela.zahar@ucs.inrs.ca))

---

## **BIBLIOGRAPHIE :**

- Hood, C. (1990). *The Tools of Government (Public Policy and Politics)*. London: Macmillan. (1st edition 1983).
- Howlett, M. and M. Ramesh. (2003). *Studying Public Policy: Policy Cycles and Policy Subsystems*, Toronto, Oxford University Press.
- Lascoumes. P. & L. Simard. (2011). « L'action publique au prisme de ses instruments » Introduction, *Revue française de science politique*, 2011/1 Vol. 61, p. 5-22.
- Salamon, L. (2002) « The New Governance and the Tools of Public Action: An Introduction». Dans SALAMON, Lester (dir.), *The Tools Of Government: A Guide to the New Governance*. N.Y, USA: Oxford University Press. Pp. 1-47.